

Nous nous sommes efforcés d'agir en hommes raisonnables. Et je répète qu'on n'a pas invoqué de bonnes raisons pour motiver cette hâte. A mon sens, nous venons de dépenser quatre heures à peu près en pure perte. Peut-être les projets de loi seraient-ils tous adoptés et serions-nous en route pour nos foyers si le député qui siège à ma gauche n'avait pas fait ce geste malheureux. Qui peut prouver que tel ne serait pas le cas?

Aucune raison, aucun argument ni proposition valables n'ont été invoqués en faveur d'une telle mesure. Le député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell) a adopté une attitude contraire. J'en ai été grandement surpris, extrêmement surpris, vu qu'il est l'un de ceux qui tiennent le plus aux droits et privilèges de la Chambre.

Quand je l'ai entendu ce matin, j'ai eu peine à en croire mes oreilles. Il a déclaré qu'on avait tout dit ce qu'il y avait à dire sur la question de la fixation du prix de revente. A mon avis, il n'y en a qu'un qui puisse l'affirmer, et il n'est pas en cette enceinte. Je songe à un plus puissant que nous.

Comment un député, ou même le premier ministre, peut-il affirmer qu'on a tout dit ce qu'il y avait à dire? C'est ridicule. La Chambre a un Règlement. Je répète que le Gouvernement a le droit d'imposer la clôture. Il peut déclarer qu'il proposera d'appliquer le baillon. Les résultats seront ceux qu'on a indiqués.

Je suppose que le premier ministre ne voudra pas s'arroger le rôle de Tout-puissant et prétendre, lorsqu'il proposera la clôture, qu'on a tout dit ce qu'il y avait à dire. Je suppose qu'il y recourrait en se prévalant de la puissance du Gouvernement et de la majorité dont il jouit. Mais cela démontre à quel point certains d'entre nous ont adopté une mauvaise attitude à l'égard de cette question.

J'ignore ce qui est arrivé à mes amis qui siègent à notre gauche. Depuis quelque temps, j'avais l'habitude de les suivre, mais je devrai être plus prudent à l'avenir car, aujourd'hui, ils ont semblé se montrer extrêmement mauvais guides.

M. Knowles: Vous ne voulez pas dire un aveugle guidant un autre aveugle?

M. Macdonnell (Greenwood): J'y songeais, mais je n'ai pas osé, pour ne pas vous insulter, ni moi non plus.

Mais, pour en revenir aux choses sérieuses, nous avons déjà eu un débat sur cette importante question. Quant à moi, j'avoue que je n'ai pu, d'une façon satisfaisante, lire les délibérations du comité dont je n'étais pas membre. On devrait me permettre d'étudier

[M. Macdonnell (Greenwood).]

ce compte rendu pour que je puisse en venir à une conclusion satisfaisante sur cette question. Je dois ajouter que la partie du compte rendu que j'ai lue me porte à croire que le travail du comité n'a pas été complet, et que nous ne disposons pas des renseignements dont nous avons besoin.

Le discours du ministre de la Justice (M. Garson) m'a raffermi dans cette opinion; parce que, pour autant que je me souviens, presque tous les renseignements qu'il nous a communiqués ne provenaient pas du compte rendu mais d'autres sources. Je ne lui en veux pas pour cela; je dis tout simplement que c'est là un signe que nous avons parfaitement raison...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député s'écarte du sujet, je crois.

M. Macdonnell (Greenwood): Je respecte votre décision, monsieur l'Orateur, et j'aurais voulu m'en tenir autant que possible à la question à l'étude. Je me plains de ce qu'on nous demande de siéger toute la nuit. L'honorable représentante d'Hamilton-Ouest a signalé très clairement ce qui se passe à des séances nocturnes de divers genres. Nous savons qu'à des parties mondaines qui durent toute la nuit il se passe des choses que tout le monde ne saurait approuver. Et même aux séances sérieuses, comme le serait sans doute la nôtre, les jugements seraient à coup sûr faillibles, ainsi que l'a démontré l'honorable représentante d'Hamilton-Ouest. Si le jugement peut faillir à quatre heures de l'après-midi, que se passera-t-il donc à quatre heures du matin?

L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre nous a promis un discours à quatre heures du matin. S'il parle je serai sans doute ici pour l'écouter. Mais je ne crois pas que ce serait une de ses harangues les mieux réussies. Elle ne figurerait pas dans sa biographie, le jour où on écrirait celle-ci.

Encore une fois, je pense qu'on ne nous a pas donné de bonnes raisons, qu'on n'a même pas cherché à nous donner une bonne raison. Puisque nous voyons maintenant siéger au premier rang deux messieurs habituellement aussi raisonnables que les ministres des Travaux publics et de l'Agriculture (MM. Fournier et Gardiner), me permettra-t-on de leur dire que nous leur avons soumis une proposition que peut faire sienne tout homme de bon sens. Je souhaite que ce bon sens s'affirme.

M. Rodney Adamson (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, disons tout de suite que cette mêlée générale va faire du bien. A